

Couverture médiatique de l'événement de Polysesouvient.ca (avec une victime de la tuerie à Dawson) à Québec, pour interpeller les députés conservateurs du Québec (10 septembre 2010):



Agrandir

En conférence de presse à Québec, vendredi, Hayder Kadhim, Heidi Rathjen, Nathalie Provost et Jean-François Larrivée, parmi d'autres victimes de la fusillade de Polytechnique et du collège Dawson, ont demandé aux élus conservateurs de voter contre le projet de loi C-391 qui prévoit l'abolition du registre des armes à feu.

LE SOLEIL, MARTIN MARTEL

 **Daphnée Dion-Viens**
Le Soleil

(Québec) Il est minuit moins une pour les défenseurs du registre des armes à feu. Des victimes des fusillades de Polytechnique et du Collège Dawson étaient à Québec vendredi afin de lancer un vibrant plaidoyer pour le maintien du registre des armes d'épaule, interpellant directement les élus conservateurs de la région, qui auront à se prononcer d'ici la fin septembre.

Chaque jour, les cicatrices sur le corps de Nathalie Provost lui rappellent les ravages que peuvent causer les armes à feu. En 1989, alors qu'elle étudiait à l'École polytechnique, la jeune femme a été atteinte de quatre balles tirées par Marc Lépine.

«Pour le premier ministre Stephen Harper, cette arme est considérée comme un outil de chasse au canard. Je considère révoltant qu'on ne reconnaisse pas la dangerosité de cette arme. J'espère que les députés conservateurs du Québec voteront selon la volonté de leurs citoyens, qui sont majoritairement favorables au maintien du registre. Sinon, ce sera une trahison», a-t-elle lancé.

Les élus de la Chambre des communes se prononceront le 22 septembre sur une motion qui pourrait sauver le registre des armes à feu. Si la motion est rejetée, le projet de loi C-391 fera l'objet d'un vote final, en troisième lecture. Son adoption signifierait l'arrêt de mort du registre des armes à feu.

Les conservateurs voteront pour le projet de loi, afin d'abolir le registre. De leur côté, les libéraux et les bloquistes ont déjà indiqué qu'ils tenteront de le sauver d'une mort annoncée. Le sort du registre repose entre les mains du Nouveau Parti démocratique, puisque son chef, Jack Layton, n'a pas voulu imposer de ligne de parti, puisqu'il s'agit d'un projet de loi privé.

Le vote s'annonce donc très serré. Dans une ultime tentative, le Groupe des étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes tente de convaincre les députés conservateurs québécois de ne pas voter selon les positions de leur parti, mais plutôt «selon celles de leurs citoyens».

Selon un sondage Angus Reid rendu public cette semaine, le Québec est la seule province canadienne où la population est en faveur du registre, à 51 %. Environ 32 % des Québécois réclament sa disparition.

Malgré plusieurs demandes, la porte-parole du Groupe, Heidi Rathjen, n'a pas pu rencontrer les élus conservateurs québécois. Pour l'instant, seul Maxime Bernier a indiqué formellement qu'il votera pour l'abolition du registre, ce que nous a confirmé vendredi son attachée de presse.

La police pour sa survie

Le débat autour du registre des armes à feu prend de l'ampleur au pays. Au cours des dernières semaines, les voix réclamant son maintien se sont multipliées.

Le *Devoir* rapportait cette semaine que l'Association des chefs de police du Canada a plaidé pour sa survie, soulignant son utilité et son efficacité. Même si la création du registre se chiffre à plus de 1 milliard \$, son utilisation ne coûterait que 4 millions \$ par année, affirment les policiers.

Vendredi, les directeurs de santé publique du Québec ont par ailleurs réaffirmé l'importance de maintenir le registre. Un troisième député néo-démocrate a aussi changé d'avis et annoncé qu'il votera en faveur du registre.

De son côté, Hayder Khadim, blessé lors de la tuerie au Collège Dawson, reconnaît que le registre n'a pu empêcher la fusillade qui a coûté la vie à son amie, Anastasia De Sousa, en 2006. Il croit toutefois que les policiers ont pu agir beaucoup plus rapidement grâce aux informations contenues dans le registre. «Le contrôle des armes à feu ne passe pas seulement par le registre, mais c'est un élément important», dit-il.

Avec La Presse Canadienne

Par La Presse Canadienne, thecanadianpress.com, Mis à jour le: 10 septembre 2010 14:27

Les conservateurs québécois doivent voter pour C391

QUÉBEC - Le Groupe des étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes a interpellé les onze députés conservateurs du Québec afin qu'ils votent contre le projet de loi C-391, au retour des travaux de la Chambre des communes.

Ce projet de loi d'initiative privée venant d'une députée conservatrice vise l'abolition du registre fédéral des armes d'épaule.

Même si tous les députés conservateurs du Québec ont voté en faveur du projet de loi lors de la deuxième lecture, la porte-parole du groupe, Heidi Rathjen, croit que le vote sera extrêmement serré. Elle estime que chaque vote sera donc crucial.

Elle réclame des députés conservateurs québécois qu'ils votent selon la volonté de leurs commettants, et de l'ensemble de la société québécoise qui se prononce toujours pour le maintien du registre.

Mme Rathjen n'a pu rencontrer les députés conservateurs, malgré plusieurs demandes.

Le groupe, qui comprend des proches des victimes de Polytechnique et de Dawson, en 2006, est composé également des associations actuelles des étudiants de l'institution.



MONTREAL

Registre des armes à feu

Le vote des conservateurs au Québec pourrait être crucial

Mise à jour le vendredi 10 septembre 2010 à 16 h 19

[Commenter \(4\)](#) » [Partager](#)

[Imprimer](#)



Heidi Rathjen

Un groupe de pression tente de sensibiliser les députés conservateurs du Québec à la nécessité de conserver intact le registre des armes à feu en votant contre le projet de loi C-391. Le groupe en question est composé de survivants des tragédies de Polytechnique et de Dawson, des proches des victimes et aussi des représentants des associations étudiantes de ces institutions.

Le projet de loi C-391 est l'initiative d'une députée conservatrice. Il vise à abolir l'obligation d'enregistrer les armes d'épaule.

Les membres du groupe réclament des électeurs québécois, qui se trouvent dans une circonscription conservatrice, qu'ils entrent en contact avec leur député.

« Faites en sorte qu'il y ait des conséquences à ne pas appuyer la sécurité publique », demande Heidi Rathjen, l'une des porte-parole du groupe, elle-même survivante de la tuerie de l'École Polytechnique.

Heidi Rathjen affirme avoir tenté d'entrer en contact avec les onze députés conservateurs à avoir été élus au Québec. Un seul, Maxime Bernier, lui a répondu. Maxime Bernier a l'intention de voter « contre le registre », dit-elle, c'est-à-dire en faveur du projet de loi C-391.

Heidi Rathjen déplore que, dans tout ce débat, l'attention soit toujours portée sur le vote des députés néo-démocrates et libéraux. Selon elle, le vote des députés conservateurs du Québec est tout aussi important pour l'avenir du registre.

Heidi Rathjen dénonce le fait que, dans l'ouest du pays et particulièrement dans les circonscriptions rurales, la direction du parti conservateur insiste sur l'importance de bien représenter les électeurs sur cette question. « Eh bien! On aimerait bien qu'ils appliquent ce principe au Québec. Car la majorité des Québécois appuie le registre. Sans parler de toutes les organisations policières et les experts en santé et sécurité publique », dit Heidi Rathjen.

Le projet de loi C-391 passera en troisième lecture lorsque la Chambre des communes reprendra ses travaux. Lors de la deuxième lecture, tous les députés conservateurs ont voté en faveur du projet de loi. Malgré tout, Heidi Rathjen affirme que le vote sera serré : « Selon le décompte, selon les votes déclarés, on est presque à égalité. [...] Donc chaque vote est crucial ».

Par ailleurs vendredi [Claude Gravelle](#), député fédéral de Nickel Belt (dans le nord de l'Ontario), a annoncé qu'il n'appuiera pas le projet de loi en troisième lecture. Claude Gravelle avait voté en faveur du projet de loi en deuxième lecture.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

AUDIO-VIDÉO

[L'entretien d'Anne-Marie Dussault avec Heidi Rathjen, du Groupe des étudiants de Polytechnique pour le contrôle des armes à feu](#)

<http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2010/09/10/007-registre-conservateur-Quebec.shtml#>

NEWSTALK RADIO
CJAD
 800 AM

up to **40%** off select hotels only
 Book Now! >>

On Air Now:
 Dave's World
 6:00 am-9:00 am

[LISTEN NOW](#)

[CJAD Web](#)

[SEARCH](#)

[Shows & Schedule](#) [News](#) [Business News](#) [Sports](#) [Weather](#) [Contests](#) [Events](#)

all the show
 free 1.800.491.CJAD
 cal 514.790.0991
 Cell *TALK

Shooting victims plead with Quebec's conservatives

Fri, 2010-09-10 14:59

Angelica Montgomery

People effected by shootings at Dawson college and Polytechnique are now trying to convince Quebec city's Conservative MPs to keep the gun registry.

They have two weeks to convince one or two MPs to change their vote or abstain on an up-coming bill that would save the program.

"I feel betrayed," says Nathalie Provost, one of only three survivors of the Polytechnique massacre. The type of gun Marc Lepine used to shoot her may soon no longer be subject to a registry. "I can not understand why we demolish something so important for public security."

It may be a last-ditch effort, but Heidi Rathjen hopes public pressure from Quebec voters will convince a Conservative MP to allow the bill to pass.

"Call your MP," she says to people in the Quebec city area, where most Quebec Conservatives hold their seats. "Tell them that they should be representing Quebec interest and public safety and the will of the population."

TERACT
 WITH CJAD 800

The Irish Show
 exclusively online
 FIND OUT MORE >

FREE WEATHER

Le samedi 11 septembre 2010

Actualités | Québec

Cri du cœur pour le maintien du registre des armes à feu

DOMINIQUE HARDY

10/09/2010 21h12

le journal
de québec

Nouvelle

Commentaires

Envoyer | Imprimer | Taille A A A | Coquilles

Partager |      



Heidi Rathjen, diplômée de l'École polytechnique, milite en faveur du maintien du registre des armes à feu et invite les députés conservateurs du Québec à faire de même.

© Benoît Gariépy

Les défenseurs du registre des armes à feu lancent un cri du cœur aux députés conservateurs de la région, alors que des victimes du drame de l'École polytechnique et du Collège Dawson à Montréal sont venus à Québec, hier, rappeler l'importance du maintien de celui-ci.

« Je me bats depuis quatre ans pour contrer la violence, indique Hayder Kadhim, victime de la fusillade au Collège Dawson, le 13 septembre 2006, et ami de la jeune Anastasia DeSousa morte criblée de balles, cette journée-là. J'ai l'impression que tous les efforts que j'y ai mis s'effondrent. »

Le projet de loi privé C-391, de la députée conservatrice Candice Hoepfner, vise l'abolition de l'enregistrement des fusils de chasse. Le 22 septembre, les élus de la Chambre des communes voteront sur une motion visant à abandonner ce projet de loi. Un vote favorable sauverait le registre. Sinon, le projet de loi fera l'objet d'un vote final en troisième lecture. Les conservateurs sont défavorables au maintien du registre, mais comme ils sont minoritaires, ce sont les députés du NPQ qui feront basculer le vote. Les libéraux et le Bloc québécois y tiennent mordicus. Le vote s'annonce serré. En ce qui concerne les députés conservateurs du Québec, seul Maxime Bernier s'est prononcé en faveur de la loi C-391.

« L'arme de chasse qu'a utilisée Marc Lépine est extrêmement dangereuse », signale Nathalie Provost, qui a survécu au drame de l'École polytechnique, mais pas les femmes qui se trouvaient en classe avec elle le 6 décembre 1989.

« Je peux le voir, car j'ai des cicatrices sur mon corps; donc, tous les jours je suis témoin de la capacité de destruction d'une telle arme. »

Aide aux policiers

Ces victimes sont bien conscientes que le registre n'empêchera pas les crimes violents, mais ils rappellent qu'il donne un bon coup de main aux policiers à l'occasion de leurs interventions.

Le Groupe des étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes accuse les conservateurs de désinformer la population et d'être malhonnêtes concernant le coût d'un tel registre. « C'est vrai qu'il a coûté un milliard sur 10 ans pour l'implanter », rappelle Heidi Rathjen, porte-parole du regroupement.

« Le maintien de celui-ci est maintenant de quatre millions par année, donc à peine quelques sous par Canadiens. »

Aol À la Une.

Le vote des conservateurs au Québec pourrait être crucial

Source: Radio Canada
Posté le 10/09/10 4:19PM
Dossier: National



Heidi Rathjen

Un groupe de pression tente de sensibiliser les députés conservateurs du Québec à la nécessité de conserver intact le registre des armes à feu en votant contre le projet de loi C-391. Le groupe en question est composé de survivants des tragédies de Polytechnique et de Dawson, des proches des victimes et aussi des représentants des associations étudiantes de ces institutions.

Le projet de loi C-391 est l'initiative d'une députée conservatrice. Il vise à abolir l'obligation d'enregistrer les armes d'épaule.

« Faites en sorte qu'il y ait des conséquences à ne pas appuyer la sécurité publique », demande Heidi Rathjen, l'une des porte-parole du groupe, elle-même survivante de la tuerie de l'École Polytechnique.

Heidi Rathjen affirme avoir tenté d'entrer en contact avec les onze députés conservateurs à avoir été élus au Québec. Un seul, Maxime Bernier, lui a répondu. Maxime Bernier a l'intention de voter « contre le registre », dit-elle, c'est-à-dire en faveur du projet de loi C-391.

Heidi Rathjen déplore que, dans tout ce débat, l'attention soit toujours portée sur le vote des députés néo-démocrates et libéraux. Selon elle, le vote des députés conservateurs du Québec est tout aussi important pour l'avenir du registre.

Heidi Rathjen dénonce le fait que, dans l'ouest du pays et particulièrement dans les circonscriptions rurales, la direction du parti conservateur insiste sur l'importance de bien représenter les électeurs sur cette question. « Eh bien! On aimerait bien qu'ils appliquent ce principe au Québec. Car la majorité des Québécois appuie le registre. Sans parler de toutes les organisations policières et les experts en santé et sécurité publique », dit Heidi Rathjen.

Le projet de loi C-391 passera en troisième lecture lorsque la Chambre des communes reprendra ses travaux. Lors de la deuxième lecture, tous les députés conservateurs ont voté en faveur du projet de loi. Malgré tout, Heidi Rathjen affirme que le vote sera serré : « Selon le décompte, selon les votes déclarés, on est presque à égalité. [...] Donc chaque vote est crucial ».

Par ailleurs vendredi [Claude Gravelle](#), député fédéral de Nickel Belt (dans le nord de l'Ontario), a annoncé qu'il n'appuiera pas le projet de loi en troisième lecture. Claude Gravelle avait voté en faveur du projet de loi en deuxième lecture.